

II. Et qu'il soit statué par l'autorité sus-dite, que tous et chaque Maître ou Maîtres de Navires ou d'autres Vaisseaux, lors qu'ils déchargeront des Poudres à tirer à Montréal ci-dessus mentionné, employeront des chaloupes ou bateaux, chacun desquels aura des Prélats ou Toiles cirées pour couvrir les dites Poudres, sous peine d'une Amende de quarante Schelings pour chaque chaloupé ou bateau qui ne sera pas ainsi pourvu et couvert.

Quand on déchargera de la Poudre à Canon, les chaloupes seront couvertes de Prélats, sous peine de 40 Schelins.

III. Et qu'il soit de plus statué par la sus-dite autorité, que toute la Poudre à tirer venant ainsi du bord d'aucun Navire ou autre Vaisseau dans des chaloupes ou bateaux comme ci-dessus, sera déchargée par le Maître de tel Navire ou Vaisseau à la porte de la Ville, communément appelée Porte des Casernes, si toutefois telle Poudre est destinée pour entrer dans la Poudrière aux Casernes, et si elle est destinée pour entrer dans la Poudrière près du Cimetière Anglois, alors elle sera mise à terre sur la grève en haut du Quai communément appelé Quai de Franchère, ou en entrant la petite Rivière en bateau, elle sera mise à terre contre le Pont des Sœurs Grises, sous la peine de quatre Livres argent courant de la Province.

Manière de transporter la Poudre débarquée aux Poudrières, sous peine de 4l.

IV. Et qu'il soit statué par la même autorité, que dans le chariage ou transport de la Poudre à tirer dans des Charettes, Caberouets ou autre Voiture, chacune sera pourvue d'une Toile cirée ou Prêlat capable de couvrir la dite Poudre, et toute la Poudre qui sera déchargée près la Poudrière dans la cour des Casernes, sera transportée par la porte des Casernes droit à la Poudrière, et toute la Poudre qui sera pour être transportée à la Poudrière près du Cimetière Anglois, sera transportée à la dite Poudrière par la porte des Récollets, et de là par les remparts derrière les Maisons de cette partie de la Ville de Montréal sus-dite, sous peine d'une Amende de quarante Shellings pour chaque Charette ou Caberouet qui transportera de la Poudre à tirer contre cet Acte. Et toutes les amendes et confiscations encourues en vertu de cet Acte, seront poursuivies dans huit jours après la contravention commise, devant deux ou plus des Juges à Paix du District de Montréal dans leurs sessions hebdomadaires, moitié desquelles appartiendra au Dénonciateur, et l'autre moitié au Roi, et les dits Juges à Paix font par cet Acte autorisés et requis de les entendre et juger sur le serment d'un témoin digne de foi (autre que le Dénonciateur) et de les prélever avec les frais de poursuite par ordre de Saïse et Vente des canons, chaloupes, agrès, apparaux et meubles de tel Navire ou autre Vaisseau, ou des effets et biens meubles d'autres contrevenans, sous les Seings et Sceaux de tels deux Juges à Paix adressé à un Connétable, qui rendra le Surplus, s'il y en a, après déduction faite des frais de Saïse et Vente, au Maître ou Personne ayant le Commandement de tel Navire ou autre Vaisseau, ou à telles autres Personnes qu'il appartiendra. Et les amendes, confiscations et pénalités accordées et réservées par le présent pour la Couronne, seront pour les usages Publics de la Province, et pour le support du Gouvernement d'icelle, et il en sera tenu compte à la Couronne par la voie des Commissaires du Trésor Royal pour le tems d'alors, ainsi qu'il sera ordonné par la Couronne.

La Poudre transportée dans des charettes sera couverte, sous peine de 40 Schelings.

Comment les amendes seront recouvrées et appliquées.

C A P I T U L E

Acte qui permet l'importation de la Porcelaine ou Wampum des Etats Voisins par la communication intérieure du Lac Champlain, et de la Rivière Richelieu ou Sorel.

L'ARTICLE de Porcelaine ou Wampum en forme de raffades, coquilles ou noyaux étant indispensablement nécessaire dans le commerce des Sauvages entretenu entre cette Province et les Contrées du Ouest, et vu que le dit Article de Porcelaine ou Wampum en forme de raffades, coquilles ou noyaux n'étant pas le produit ou manufacture d'aucune partie.

Preamble.

partie des Domaines Britanniques, ne peut être obtenu que des Etats Voisins dont il est le produit. A ces causes qu'il soit statué par la très Excellente Majesté du Roi, par et de l'avis et consentement du Conseil Législatif et de l'Assemblée du Bas-Canada, constitués et assemblés en vertu et sous l'autorité d'un Acte passé dans le Parlement de la Grande Bretagne, intitulé "Acte qui rappelle certaines parties d'un Acte passé dans la quatorzième Année du Règne de Sa Majesté, intitulé "Acte qui pourroit plus efficacement pour le Gouvernement de la Province de Québec dans l'Amérique du Nord: et qui pourroit plus amplement pour le Gouvernement de la dite Province," Que depuis et après la publication de cet Acte, il sera loisible aux sujets de Sa Majesté d'importer des Etats Voisins par la communication intérieure du Lac Champlain et de la Rivière Richelieu ou Sorel, l'Article de *Porcelaine* ou *Wampum* en forme de raffades, coquilles ou noyaux de telle nature et sorte dont on se sert dans le commerce des Sauvages dans les Contrées du Ouest.

Liberté accordée d'importer du *Wampum* ou *Porcelaine* des Etats Voisins par la communication intérieure.

II. Et afin de prévenir l'importation clandestine de tels Articles de marchandise qui sont prohibés par la Loi, lesquels Articles pourroient être empaquetés avec la *Porcelaine* ou *Wampum*, Qu'il soit statué par l'autorité sus-dite, que quiconque importera de la *Porcelaine* ou *Wampum* par la dite communication, en fera une entrée à la Douane de Sa Majesté au Port de St. Jean, et toute *Porcelaine* ou *Wampum* venant par la dite communication qui sera apportée, passée ou au delà du dit port, sans que telle entrée ait été faite, la dite *Porcelaine* ou *Wampum* sera confisquée, et il sera loisible à l'Officier ou aux Officiers de la Douane à St. Jean de surveiller et d'examiner tous ballots déclarés contenir de la *Porcelaine* ou *Wampum*, et s'il se trouvoit des effets, denrées ou marchandises prohibés, le tout de la *Porcelaine* ou *Wampum* ainsi empaquetée, sera confisqué de la même manière que les effets, denrées ou marchandises prohibés.

Le *Wampum* sera déclaré au port de St. Jean, autrement il sera confisqué.

III. Et il est aussi Statué par la même autorité, qu'il sera du devoir des Officiers de la Douane d'exécuter cet Acte de la même manière que sont exécutés les Statuts faits pour le Règlement du commerce des Colonies, et auront droit pour cet effet à toute telle aide et assistance à eux accordées et qu'ils peuvent demander en vertu de tous ou aucun des Statuts sus-dits, et les confiscations infligées par cet Acte seront et pourront être recouvrées et divisées de la même manière et en la même forme, et par les mêmes Regles et Réglemens à tous égards que les autres confiscations, pour des contraventions à la Loi au sujet des Douanes et du Commerce dans les Colonies de Sa Majesté en Amérique, seront ou pourront être, en vertu de quelque Acte ou Actes du Parlement, poursuivies, recouvrées et divisées. Et les amendes, confiscations et pénalités accordées par le présent et réservées pour la Couronne, seront pour les usages publics de cette Province, et pour le support du Gouvernement d'icelle, et il en sera tenu compte à la Couronne par la voie des Commissaires du Trésor Royal pour le tems d'alors, ainsi que la Couronne l'ordonnera.

Les Officiers de la Douane exécuteront cet Acte avec les pouvoirs qu'ils leur sont donnés par plusieurs Actes relatifs au Commerce des Colonies.

Comment seront appliquées les amendes accordées par cet Acte.

C A P. III.

Acte pour prévenir les inconvéniens qui peuvent provenir de la discontinuation de certaines Ordonnances temporaires passées par le Lieutenant Gouverneur et le Conseil Exécutif.

VU que deux certaines Ordonnances ont été faites et passées le vingt-quatrième jour de Février dans la Trente-deuxième année du Règne de Sa Majesté, l'une intitulée "Ordonnance relative aux causes en appel à la Cour du Gouverneur et Conseil Exécutif," l'autre intitulée "Ordonnance pour faciliter la production des preuves vocales dans les causes civiles" lesquelles dites Ordonnances, comme Ordonnances temporaires, perdront leur force à moins qu'une provision ne soit faite pour les continuer. Qu'il soit donc statué par la très Excellente Majesté du Roi, par et de l'avis et consentement du Conseil Législatif et de l'Assemblée de la Province du Bas-Canada, constitués et assemblés

Préambule.

33. Geo. 3. chp. 1.

33. Geo. 3. chp. 2.